

NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/1628
25 juillet 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE POUR LA PERIODE SE TERMINANT LE 30 JUIN 1949

Note du Secrétaire général : Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre au Conseil de sécurité le rapport du Conseil de tutelle concernant le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour la période se terminant le 30 juin 1949.

Table des matières

	<u>Page</u>
I. Introduction	2
II. Examen du rapport annuel	3
<u>Première partie</u> - Aperçu de la situation générale telle qu'elle se dégage du rapport annuel de l'Autorité chargée de l'administration et des déclarations du représentant spécial	4
<u>Deuxième partie</u> - Conclusions et recommandations approuvées par le Conseil de tutelle	28
<u>Troisième partie</u> - Observations des membres du Conseil de tutelle, représentant uniquement leurs opinions individuelles	31
III. Pétitions	38
IV. Mission de visite	39

I. INTRODUCTION

Conformément à l'Article 83 de la Charte et aux termes de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité à sa 415^{ème} séance, le 8 mars 1949, et de la résolution¹⁾ adoptée le 24 mars 1949 par le Conseil de tutelle à la 46^{ème} séance de sa quatrième session, le Conseil de tutelle a exercé, au nom du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle concernant le progrès politique, économique, social et en matière d'instruction, des habitants du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, Territoire considéré comme zone stratégique.

1) 46 (IV), T/296.

II. EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL

Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour la période se terminant le 30 juin 1949 ^{2/} a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 27 février 1950 et la question de son examen a été inscrite à l'ordre du jour de la septième session.

Le contre-amiral Léon S. Fiské, Haut commissaire adjoint du Territoire sous tutelle, qui avait été nommé représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, a répondu par écrit ^{3/} aux questions écrites que les membres du Conseil lui avaient posées sur le rapport et sur l'administration du Territoire. Au cours des 12ème et 13ème séances, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a répondu aux questions orales des membres du Conseil.

Au cours des 13ème et 14ème séances, le Conseil a procédé à une discussion générale en vue de formuler des conclusions et des recommandations sur le rapport et sur la situation du Territoire; un comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie, de la République Dominicaine, de la Chine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a été chargé de rédiger le projet d'un rapport qui sera incorporé au rapport que le Conseil de tutelle adressera au Conseil de sécurité concernant les travaux qu'il a accomplis durant sa septième session au sujet des zones stratégiques sous tutelle.

A ses 21ème et 27ème séances, le Conseil de tutelle a examiné le projet de rapport préparé par le Comité de rédaction et à cette dernière séance, le Conseil a adopté le rapport dans son ensemble.

^{2/} T/470.

^{3/} T/L.89.

PREMIERE PARTIE

Aperçu de la situation générale telle qu'elle se dégage du rapport annuel de l'Autorité chargée de l'administration 4/ et des déclarations du représentant spécial

1. GENERALITES

Superficie, topographie, climat, population, ressources naturelles

Le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique est situé dans la partie occidentale de l'océan Pacifique au nord de l'Equateur et couvre une superficie d'environ 3 millions de milles carrés (7.770.000 km²). Le Territoire compte 96 îles dont la superficie totale est d'environ 1.780 km². Il comprend les îles de Micronésie connues sous le nom d'îles Marshall, Carolines et Mariannes (à l'exclusion de Guam).

Ces îles appartiennent, d'une manière générale, à deux types de formation : hautes terres volcaniques et basses terres coralliennes. Le climat est généralement tropical et pluvieux et les variations saisonnières sont peu accusées. La plus grande partie de la région a une température moyenne annuelle de 75 degrés à 85 degrés Fahrenheit et des variations diurnes n'excédant pas 10 degrés Fahrenheit. La région est exposée aux typhons et aux cyclones tropicaux.

En 1949, le nombre total des résidents du Territoire était d'environ 53.917 contre 51.475 en 1948. Sur ce total, le nombre des autochtones, qui appartiennent pour la plupart au groupe micronésien, atteignait 53.446 en 1949 contre 51.239 en 1948.

4/ Conformément à la résolution 128 (VI) du Conseil de tutelle et à la décision prise par le Conseil le 15 juin 1950, la première partie contient des sections spéciales sur l'exécution des recommandations du Conseil de tutelle. La période à laquelle s'applique le présent rapport ayant pris fin avant que le Conseil de tutelle adopte les recommandations, les renseignements qui figurent dans ces sections sont fondés sur les indications fournies par le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration au cours de la discussion du rapport annuel.

Il existe dans les îles huit cultures distinctes fières de leurs traditions et de leur orgueil. Ce sont les Chamorrois, les habitants de l'île Palaos, des îles de Yap, de Truk, de Ponapi, de Kusaie, et des îles Marshall; il y a aussi les habitants des îles Kapingamarangi et Nukoro dont la culture procède essentiellement de la Polynésie occidentale. Les indigènes parlent dix langues différentes qui sont inintelligibles d'un groupe à l'autre. Le japonais est ce qui se rapproche le plus de la langue véhiculaire de ces Territoires. Toutefois, l'anglais est parlé maintenant par un grand nombre des habitants des régions immédiatement voisines des centres de l'administration civile.

Les îles n'ont que de maigres ressources naturelles. Les terres arables sont, pour la plupart, peu fertiles, de faible épaisseur et sujettes à l'érosion. Par suite de l'espace limité, des accidents topographiques et de la nature pierreuse du sol, seules de faibles portions de terrain sont arables. Les ressources minérales sont pauvres et comprennent du phosphate, de la bauxite et du manganèse.

2. PROGRES POLITIQUE

A. Aperçu général de la situation

Généralités

On peut estimer que la période considérée est une période de consolidation de l'administration du Territoire sous tutelle. Pendant le cours d'une année, l'administration a exécuté son programme qui repose sur une révision permanente des besoins des diverses collectivités, et reste subordonné aux crédits disponibles. Il en est résulté un développement progressif qui assure une base solide aux nouveaux progrès qui seront réalisés dans l'avenir.

Statut du Territoire

Les Etats-Unis d'Amérique administrent le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique conformément aux dispositions de l'Accord de tutelle, relatif aux îles antérieurement placées sous mandat japonais, que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a approuvé à l'unanimité le 2 avril 1947.

Par décret du Président des Etats-Unis, le Secrétaire à la marine exerce à titre provisoire l'administration civile du Territoire. Un projet de législation pour le Territoire sous tutelle prévu à l'article 12 de l'Accord de tutelle a été présenté au quatre-vingtième Congrès. Cependant, le Congrès n'a pris aucune mesure en ce qui concerne ce projet. Récemment les services ministériels intéressés ont entrepris une révision des mesures législatives proposées antérieurement, afin de le présenter à nouveau au Congrès actuel.

Les services ministériels intéressés ont préparé des plans, qui ont été approuvés par le Président, en ce qui concerne le rattachement de l'administration civile du Territoire sous tutelle non plus au Département de la marine mais au Département de l'intérieur. Ce transfert doit avoir lieu le 1er juillet 1951, à condition que d'ici là le Département de l'intérieur et le Département de la marine puissent arrêter certaines dispositions essentielles.

Organisation administrative

Sous la haute autorité du Secrétaire à la marine, le Haut commissaire du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique exerce la totalité du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Le siège du Haut commissariat se trouve installé à Hawaï, au quartier général du Commandant en chef du Pacifique qui assure en même temps les fonctions de Haut commissaire. Le Haut commissaire adjoint se trouve également à Hawaï où il s'est établi en octobre 1949, après avoir séjourné dans l'île de Guam. L'Autorité chargée de l'administration a établi sur l'atoll de Truk une mission composée des fonctionnaires que leurs fonctions appellent à avoir des contacts directs avec les autochtones. Un bureau réduit de liaison a été maintenu à Guam pour faciliter les mouvements de personnel et de marchandises à destination ou en provenance du Territoire sous tutelle.

Le Territoire, qui était divisé antérieurement en sept districts administratifs, n'en compte plus que cinq. Ce sont les districts de Saïpan, de Palaos, de Truk, de Ponapi et des îles Marshall. L'ancien district de Yap a été réuni à celui de Palaos et les anciens districts de Kwajalein et de Majuro constituent maintenant un district unique appelé district des îles Marshall dont le chef-lieu se trouve à Majuro.

Rôle des autochtones

L'Autorité chargée de l'administration, en partant de l'échelon local ou de l'échelon municipal s'est efforcé de faire progresser l'autonomie du Territoire au moyen d'un programme d'éducation et d'instruction civique.

A l'heure actuelle, il existe dans le Territoire 116 municipalités. L'Autorité chargée de l'administration se propose d'organiser une municipalité au moins sur chacun des atolls habités ou sur chacune des îles. La désignation de fonctionnaires municipaux se fait de trois façons : lorsque la population tient à reconnaître les droits héréditaires d'un chef, ce chef devient le représentant officiel de l'administration; dans certains cas, peu nombreux, les magistrats sont désignés par l'administration, cette nomination étant précédée toutefois d'une consultation des chefs et des notables de la communauté; de plus en plus souvent, les magistrats municipaux sont élus. Le développement des municipalités s'est poursuivi à un rythme extrêmement satisfaisant et les chefs indigènes prennent des initiatives et assument des responsabilités de plus en plus grandes. On observera que le nombre des municipalités est légèrement plus faible que l'année précédente. Ce fait est dû à l'unification de communautés peu importantes dont on a fait des municipalités uniques, notamment dans les îles Marshall.

A l'échelon régional ou à l'échelon de district, des progrès ont été réalisés aussi dans le domaine de l'autonomie mais ils sont plus lents. On a créé ou l'on procède à la création d'organes législatifs consultatifs dans chacun des cinq districts administratifs. Ces organes législatifs consultatifs ont pour objet de réunir un groupe représentatif d'habitants autochtones et de leur permettre de débattre à leur gré les questions qui les intéressent et, s'ils le jugent utile, d'adresser des recommandations à l'administrateur du district. La population des îles Marshall a pris des mesures préliminaires pour être représentée dans ces îles par des organes législatifs consultatifs. Dans le district de Truk, on a tenté de façon prématurée de créer une organisation politique unique au-dessus de l'échelon local, mais cette tentative n'a pas réussi. C'est à Palaos que le progrès le plus important a été réalisé : le Congrès de Palaos fonctionne depuis le 4 juillet 1947 en tant qu'organe consultatif pour les affaires de l'île.

A Yap, le Conseil des chefs a été complété et rendu plus libéral par la création d'un "Conseil des jeunes hommes"; celui-ci comprend des représentants élus par les groupements de jeunes hommes et siège tantôt avec le Conseil des chefs, tantôt séparément, pour discuter des questions intéressant les îles.

Jusqu'ici, les organisations régionales et les organisations de districts déjà existantes ou envisagées, n'ont reçu que des pouvoirs consultatifs.

Le plan établi par l'administration prévoit un organe législatif pour l'ensemble du Territoire mais avant de mettre ce plan effectivement en pratique, il faudra résoudre les problèmes de transport et de communications et ceux que pose l'ethnocentrisme. On envisage d'accroître le nombre des membres du Comité consultatif législatif en faisant siéger au sein de ce Comité les représentants autochtones de divers districts, et on prévoit que les membres du Comité qui appartiennent à l'administration seront entièrement remplacés par des Micronésiens qui bénéficieront de la formation et des moyens nécessaires pour élaborer et faire appliquer des projets de dispositions législatives valables pour l'ensemble du Territoire.

Administration de la justice

On a créé pour l'ensemble du Territoire un système de tribunaux qui comprennent les tribunaux de municipalités (Community Courts) compétents en matière de délits civils ou criminels peu importants, des cours de justice et des cours supérieures (Justice and Superior Courts), un tribunal de district et une cour d'appel, ayant chacun une juridiction et un statut particuliers.

Un tribunal de district ayant une juridiction étendue et comprenant un personnel de juristes qualifiés, a été créé pour statuer sur les affaires plus graves et pour donner aux habitants autochtones une conception plus claire de la justice telle qu'on l'entend dans le monde occidental. Ce tribunal fait également fonction de tribunal de deuxième instance pour les décisions des tribunaux inférieurs. Le tribunal de district siège dans chacun des centres de l'administration civile et le cas échéant en d'autres lieux. En même temps, on a fait appel, dans les tribunaux moins importants, à des chefs autochtones guidés par deux juges de districts ayant reçu une formation juridique. Les chefs y acquièrent la conscience de leurs responsabilités et une compétence de plus en plus grande en matière d'administration de la justice. Dans chaque

district, on a créé un greffe dirigé par un greffier indigène. Ce greffe constitue l'organisme public permanent où sont classées les décisions des tribunaux et les actes de transfert de bien fonciers.

Les tribunaux de municipalités (Community Courts) sont composés exclusivement d'habitants autochtones du Territoire. Ces derniers siègent également aux cours de justice et aux cours supérieures (Justice and Superior Courts).

Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Secrétaire à la marine a nommé un premier juge pour l'ensemble du Territoire. Ce juge est directement responsable devant lui.

B. Mise en oeuvre par l'Autorité chargée de l'administration
des recommandations du Conseil de tutelle

1. Reconnaissant qu'il est désirable que les rapports les plus étroits existent entre l'Autorité administrante et les autochtones, le Conseil de tutelle prend acte du fait que l'Autorité administrante examine la possibilité de transférer le siège du Gouvernement, qui est actuellement à Guam, dans un lieu situé à l'intérieur du Territoire et il estime que ce transfert permettra d'établir une association plus étroite entre l'Autorité administrante et les autochtones. (Recommandation, cinquième session).

Il n'a pas paru possible encore de transférer le siège du Gouvernement dans un lieu situé à l'intérieur du Territoire, mais l'Autorité chargée de l'administration a établi une mission permanente à Truk qui se trouve à proximité des centres géographiques et démographiques de la région. Les fonctionnaires, que leurs attributions mettent en contact direct avec les autochtones, opéreront dorénavant à partir de ce siège. Les fonctionnaires actuellement attachés à cet endroit sont l'Administrateur en chef de la Mission permanente, le premier juge, le juge, l'anthropologue, l'ingénieur agronome, le conservateur des eaux et forêts, le médecin et le commissaire des pêcheries et de la navigation de la Mission permanente. On estime que la construction de logements convenables pour tout le personnel du Haut commissariat à Truk ou en quelque autre point du Territoire coûterait, sur la base de l'effectif actuel, 25 millions de dollars ou même davantage. Si l'on disposait de ces fonds

dès à présent, l'exécution du programme de construction prendrait au moins quatre ou cinq ans. Le Haut commissaire a soumis au Département de la Marine une recommandation préconisant la construction de locaux permanents. En attendant que l'on puisse disposer de logements appropriés dans le Territoire, la plus grande partie du personnel du Haut commissariat, y compris le Haut commissaire adjoint, se sont déplacés, en octobre dernier, de Guam à Pearl Harbour (Hawaii). Ils se trouvent ainsi assez près pour que le Haut commissaire puisse les consulter immédiatement et sont bien placés pour coordonner les dispositions prises pour le ravitaillement du Territoire sous tutelle et pour conférer avec les nombreux conseillers scientifiques et experts, dont un grand nombre réside à Hawaii ou traverse l'île. Un petit bureau de liaison reste à Guam pour faciliter les mouvements de personnel ou de marchandises en direction ou en provenance du Territoire sous tutelle.

2. Tout en approuvant ce qui a été fait pour favoriser et encourager le développement de l'autonomie purement locale, le Conseil de tutelle recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'accroître ses efforts en vue de créer, à l'échelon régional, des organes de gouvernements représentatifs issus d'élections et de s'efforcer de faire participer les représentants de la population autochtone au gouvernement du Territoire, même s'ils doivent, au début, n'exercer que des fonctions consultatives. (Recommandation, cinquième session).

3. Le Conseil de tutelle, prenant acte du fait qu'en général la population des îles Mariannes est relativement évoluée, qu'elle n'a pas encore de conseil régional, et que l'Autorité chargée de l'administration est disposée à examiner la possibilité d'instituer dans les îles Mariannes un organe régional de gouvernement approprié, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de mettre le plus rapidement possible ce projet à exécution. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration a continué ses efforts pour créer des organes régionaux de gouvernement.

Les chefs de la population autochtone des îles Mariannes septentrionales se sont réunis sur l'invitation de l'administration et ont proposé une Constitution qui prévoit la création d'une Chambre unique pour le district, douée de pouvoirs législatifs avec la seule réserve d'un droit de veto dont dispose

le Haut commissaire. En fait, il a été proposé que cette chambre soit l'organe de gouvernement pour les îles Mariannes. Le Haut commissaire a jugé que, pour l'instant, ce projet était inacceptable et l'a renvoyé en recommandant des modifications qui visent, en substance, à créer un conseil consultatif de membres élus, habilités à examiner tous les sujets qui relèvent de leurs intérêts propres et à présenter des recommandations au Haut commissaire.

Aux termes d'un arrangement provisoire, élaboré en collaboration avec l'administrateur civil, la population autochtone du district de Ponapi a élu des délégués représentant chaque municipalité, qui siégeront dans une Chambre du district de Ponapi et ils ont adressé au Haut commissaire qui l'examine actuellement, un projet de Constitution pour cette Chambre.

Sur l'invitation du Haut commissaire, des représentants autochtones de chacun des cinq districts se sont réunis, les 13 et 16 septembre 1949, avec le Haut commissaire adjoint, les gouverneurs, les administrateurs civils, le personnel du Haut commissariat et un représentant du Département de la marine. Pour chaque district, un représentant autochtone a eu la possibilité de prendre la parole devant les membres de la Conférence et d'exprimer ses vues sur les problèmes d'intérêt commun; tous ont été invités à participer à la discussion générale.

Sur l'invitation du Haut commissaire, des personnalités autochtones de l'enseignement ont, en février 1950, conféré pendant trois jours à Honolulu avec les inspecteurs de l'enseignement et le Comité consultatif de l'instruction publique sur des problèmes d'intérêt commun.

4. Le Conseil de tutelle, prenant acte du fait qu'environ 137 gouvernements municipaux créés dans le Territoire sous tutelle jouissent d'une autonomie réelle, approuve les efforts de l'Autorité chargée de l'administration pour établir des organes démocratiques de gouvernement à l'échelon local et il espère que l'Autorité chargée de l'administration prendra d'autres mesures pour assurer que, lors de la nomination ou de l'élection de ces organes, on tiendra compte de la volonté de la population plutôt que de considérations fondées sur l'hérédité. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration a continué à encourager, mais non pas à exiger, le choix des municipalités par voie d'élection plutôt que par

succession héréditaire. Dans plusieurs municipalités, les titulaires des offices sont des personnalités élues, alors qu'auparavant ces mêmes fonctions étaient remplies par les chefs héréditaires. L'Autorité chargée de l'administration est convaincue que le développement d'institutions locales démocratiques, dans le sens où on le comprend dans le monde occidental, doit se faire par évolution plutôt que par révolution.

5. Le Conseil de tutelle approuve les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration pour séparer effectivement les pouvoirs administratifs et les pouvoirs judiciaires et il exprime l'espoir qu'elle prendra de nouvelles mesures à cet effet, chaque fois que cela sera possible. (Recommandation, cinquième session).

Si en effet la majorité des juges autochtones dans les tribunaux des municipalités (Community Courts) sont aussi des magistrats municipaux, l'Autorité chargée de l'administration a pour politique de désigner des juges distincts des magistrats municipaux dans toute la mesure du possible et aussitôt que possible. Lorsque la chose a paru possible, on a encouragé la nomination ou l'élection de personnes autres que les magistrats municipaux pour remplir les fonctions de juges des tribunaux de municipalités (Community Courts). Il convient toutefois de constater qu'il sera difficile, dans un grand nombre de municipalités, de trouver des chefs compétents en nombre suffisant.

Le Haut commissaire étudie actuellement une recommandation du premier juge demandant que le pouvoir de nommer et de révoquer les juges des Justice Courts soit enlevé aux administrateurs des affaires civiles et conféré au Haut commissaire.

Pour obtenir la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires, on a nommé un juge (Associate Justice) qui ne dépend pas des administrateurs des affaires civiles et consacre tout son temps à ses fonctions judiciaires.

3. PROGRES ECONOMIQUE

A. Aperçu de la situation

Généralités :

Au cours de l'année écoulée, la situation économique s'est beaucoup améliorée grâce à la production croissante de copra et aux efforts de l'Island Trading Company pour accroître les débouchés des produits d'exportation,

encourager les entreprises de détail et de gros appartenant aux autochtones et augmenter la variété et le volume des importations.

Budget

Les crédits ouverts par l'Autorité chargée de l'administration pour la conduite du Gouvernement se sont élevés, au cours de l'exercice financier se terminant au 30 juin 1949, à 1.125.000 dollars (1.021.656 dollars en 1948) dont 160.757 dollars consacrés à l'administration générale, 108.044 dollars à la justice et à la sécurité publique, 161.582 dollars à l'instruction publique, 348.514 dollars à la santé publique, 105.677 dollars au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, et 230.705 dollars aux travaux publics et transports.

Les recettes d'origine locale se sont élevées à 367.951 dollars (contre 162.573 dollars en 1948), y compris 44.525 dollars provenant d'impôts indirects et 104.292 dollars provenant d'une taxe de transformation (processing tax).

Le Haut commissaire formule les demandes de crédits budgétaires et les prévisions de fonds à fournir par l'Autorité chargée de l'administration et le Département de la marine inclut celles-ci dans ses demandes de crédits conformément à la procédure budgétaire en vigueur aux Etats-Unis. Les demandes d'ouverture de crédits budgétaires sont fondées sur la formule suivante : le montant des crédits à ouvrir par le Gouvernement des Etats-Unis est égal au total des sommes nécessaires diminué du montant prévu des recettes d'origine locale.

Officiellement la population autochtone n'est pas consultée sur cette question. En fait, l'administration civile s'efforce de fournir les services administratifs que la population désire et juge nécessaires, celle-ci peut exprimer ses désirs soit par l'intermédiaire des titulaires d'offices municipaux, des organes consultatifs régionaux lorsqu'ils existent, soit par requête personnelle adressée aux fonctionnaires locaux de l'administration civile et aux membres du Haut commissariat, soit au moyen de pétitions.

Situation économique

Pendant l'année considérée, la situation économique a été améliorée par divers moyens. Parmi ceux-ci, on peut citer la création d'une plantation de cocotiers de 2.700 acres (1.080 hectares), l'importation de bovins de race brahma pure ou hybrides, afin d'améliorer les variétés locales d'animaux de boucherie,

l'augmentation des importations à Saipan des semences de cocotiers en provenance des îles Panapi et Pagan. En juin 1949, plusieurs savants ont été envoyés dans le Territoire au titre du programme de la Scientific Investigation of Micronesia (SJM). Deux spécialistes de l'agriculture se sont joints à la Mission. Une exposition générale des produits de l'artisanat dans le Territoire sous tutelle a eu lieu à Saint-Louis (Etats-Unis d'Amérique).

L'administration éprouve actuellement une certaine inquiétude devant la baisse des prix mondiaux du copra, revenu principal de l'économie du Territoire. On pense toutefois que les niveaux de vie atteints jusqu'ici pourront être maintenus en incitant à augmenter la production du copra et en développant les autres ressources naturelles.

Régime fiscal

Il y a dans le Territoire sous tutelle deux catégories principales d'impôts : les impôts du Territoire et les impôts municipaux. Les premiers sont perçus par l'administration civile qui en verse le produit à la Trésorerie du Territoire sous tutelle. Les impôts municipaux sont perçus, dépensés et, sauf en ce qui concerne la capitation, fixés par les municipalités.

Les impôts du Territoire sous tutelle sont : les impôts indirects (25 pour 100 ad valorem sur les produits de beauté, poudres de riz et parfums, 20 cents par cartouche de cigarettes et 20 pour 100 ad valorem sur les cigares et autres tabacs) et la taxe de transformation de 15 pour 100 ad valorem sur la totalité du copra vendu dans le Territoire ou exporté en dehors de celui-ci.

Les municipalités tirent leurs ressources des impôts municipaux dont l'origine est la suivante : impôts de capitation payés par les résidents du sexe masculin (2 dollars par an), patentes, taxes sur les transactions, taxes sur la vente des produits de luxe, impôts fonciers, taxes pour l'utilisation par des personnes privées des biens, des services et des installations de la municipalité, et dons.

Commerce

Le relèvement et le développement du commerce du Territoire incombent particulièrement à l'Island Trading Company, organisme officiel créé afin de fournir à la population autochtone les produits essentiels de base indispensables et de faciliter l'exportation de produits de l'île, de favoriser la création par les autochtones d'entreprises commerciales et d'aider au développement des industries et des sources nouvelles de revenus au profit des habitants.

Les principaux produits du Territoire sont : les phosphates, le copra et les produits de l'artisanat.

C'est surtout l'Island Trading Company qui assure la vente des articles d'exportation. Les établissements commerciaux de Saipan et des Carolines orientales commencent à exporter des produits dans une mesure encore restreinte. Il n'existe pas dans le Territoire d'organisation coopérative de vente.

Les articles de consommation, comme certaines denrées alimentaires et articles d'habillement ainsi que certains biens de production comme les matériaux de construction, les couteaux et les outils, sont surtout vendus dans les magasins.

Les principaux produits exportés en 1949 ont été les phosphates (1.202.000 dollars), le copra (757.000 dollars), les produits de l'artisanat (88.000 dollars), les troques (69.000 dollars) et autres produits (charbon de bois, fruits, légumes, poissons, huile de copra etc. 33.000 dollars). Ces produits ont été exportés à destination de Guam, d'Hawaii, des Etats-Unis et du Japon.

Les principales importations ont été les denrées alimentaires, la quincaillerie, les outils de menuiserie, les articles de pêche, les tissus, etc. pour une valeur de 1.112.000 dollars en 1949. L'Island Trading Company a fait venir du Japon des produits importés d'une valeur totale de 195.000 dollars. Les importations et les exportations ne sont soumises à aucun droit spécial. Les droits à l'importation sur les marchandises pénétrant dans le Territoire ont été supprimés le 30 novembre 1948 parce que l'on a estimé que la diminution de prix des marchandises importées pour la population indigène avait plus d'importance que les faibles recettes provenant de ces droits. Les produits du Territoire sous tutelle sont admis en franchise aux Etats-Unis d'Amérique et le contrôle à

l'exportation ne s'exerce pas sur les produits exportés par les Etats-Unis d'Amérique vers le Territoire.

Fonds pour le développement économique.

Voir ci-dessous section B, mise en oeuvre de la recommandation 1.

Mines

Il n'a pas été accordé de concession pour l'exploitation de ressources minières. Les dépôts de phosphate d'Anguar sont exploités en vertu d'un accord conclu avec le Commandant suprême des Puissances alliées à Tokio aux fins d'exportation vers le Japon. Une redevance de 25 cents par tonne a été versée à un fonds spécial pour tout le phosphate extrait au cours de l'année considérée. Ce système de redevances est actuellement soumis à un nouvel examen à la suite d'un accord conclu entre les organismes de l'Autorité chargée de l'administration, le Commandant suprême des puissances alliées et les représentants de la population d'Anguar ; on trouvera ci-dessous à la section B (mise en oeuvre de la recommandation 5) l'exposé plus détaillé de ces négociations. Ce fonds est destiné à indemniser la population d'Anguar pour l'extraction du phosphate. Les Japonais n'ont pas été autorisés à continuer à extraire le phosphate dans les autres îles.

Régime foncier

Le droit coutumier relatif au régime foncier varie d'un groupe à l'autre ; à côté de la propriété libre (land-holding in fee simple), on trouve le régime de l'usufruit limité ; ou encore les terres appartiennent soit à des particuliers, soit à des familles, à des clans ou à des collectivités entières.

La population autochtone possède environ 245 milles carrés de terres. Le gouvernement détient environ 450 milles carrés, ce qui comprend le "domaine public" et les terres sous contrôle du Conservateur des biens publics (Area Property Custodian).

Pêche

Le 20 janvier 1949, les eaux du Territoire sous tutelle ont été ouvertes à la pêche commerciale étrangère en vertu d'un règlement promulgué par le Haut commissaire adjoint. Aucune société étrangère n'a pourtant demandé l'autorisation de pêcher dans les eaux du Territoire ; cependant diverses études ont été effectuées dans la zone pour établir s'il était opportun de pratiquer la pêche commerciale.

Cette activité en est encore à ses débuts. L'Autorité chargée de l'administration a également élaboré un programme de construction de petits bâtiments destinés à aider les pêcheries locales et à améliorer les transports par les eaux territoriales.

B. Application, par l'Autorité chargée de l'administration,
des recommandations du Conseil de tutelle

1. Le Conseil de tutelle accueille favorablement la déclaration du représentant de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle elle ne cherche ni à tirer avantage du Territoire sous tutelle, ni à s'agrandir à ses dépens. Il prend également note avec satisfaction de l'assurance donnée par l'Autorité chargée de l'administration qu'elle a pour politique de protéger les autochtones contre la perte de leurs terres et d'instituer un programme rationnel de développement économique, suivant lequel les profits et les bénéfices obtenus iront aux autochtones et qui les aidera à atteindre le niveau le plus élevé possible d'indépendance économique. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration poursuit ses efforts tendant à stimuler l'activité économique des îles et à la rendre plus variée. A cet effet, l'Island Trading Company a créé en mars 1950 une caisse de développement économique dotée d'un fonds de 100.000 dollars sur lequel seront imputées les avances consenties aux entrepreneurs autochtones sous forme de subventions ou, de préférence, sous forme de prêts en vue de la création des industries nouvelles ou au profit d'entreprises-témoin exploitées par le gouvernement. Les projets actuellement envisagés concernent les chantiers de construction navale, la pêche commerciale, la fabrication du savon, du cacao, de la papaine, la production de la ramie et diverses autres activités agricoles.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a souligné le fait que l'Island Trading Company est un organe du gouvernement du Territoire sous tutelle. En conséquence, tous les bénéfices réalisés par cette société, ainsi que tout son avoir net est consacré aux intérêts de la population du Territoire sous tutelle.

2. Le Conseil de tutelle, prenant acte des dispositions actuellement en vigueur concernant l'achat du copra par l'Island Trading Company, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de suivre de près les résultats de ces dispositions pour assurer la sauvegarde des intérêts des producteurs de copra en leur accordant des bénéfices équitables. (Recommandation, cinquième session).

Le total des actions de l'Island Trading Company of Micronesia (chaque action ayant la valeur d'un dollar des Etats-Unis) est détenue par le Haut commissaire adjoint, agissant en-qualité et est transmise à son successeur. Le Conseil d'administration est désigné par le Haut commissaire adjoint et les directeurs des succursales et les agents subordonnés sont nommés par le Président de la société. Les modifications envisagées en ce qui concerne les principaux programmes et méthodes relatifs à l'exploitation ou aux questions d'ordre financier doivent être approuvées par le Haut commissaire et, dans certains cas, par le Département de la marine. La Société fournit aussi des rapports périodiques sur les opérations réalisées, ainsi que des bilans; ces documents sont examinés par plusieurs organismes du Département de la marine, et notamment par le Directeur des services financiers de la marine. Une maison d'expertise comptable (certified accounting firm) procède périodiquement à la vérification complète de la comptabilité et des opérations de la Société.

L'Island Trading Company a été financée d'abord, en décembre 1947, par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Toutes les avances de fonds ont été liquidées depuis longtemps, et exception faite pour les comptes débiteurs commerciaux, la Société n'a aucun passif. En juillet 1948, un dividende de 100.000 dollars a été payé par la Société au Trésor du Territoire sous tutelle, à titre de recette locale. Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 mars 1950, la Société a réalisé un bénéfice net de 41.782 dollars. Au cours de la même période, des produits commerciaux, représentant 865.605 dollars, ont été vendus dans diverses succursales locales et la Société a acheté, à prix coûtant, pour 685.741 dollars de produits de l'île. Sur cette somme, le copra représente 593.319 dollars. Les achats de copra portent sur 7.554 tonnes courtes à un prix moyen de 78 dollars 55 la tonne. Les prix du copra pratiqués sur les marchés mondiaux ont subi une hausse vers la fin de l'année civile 1949, et, à partir du 14 février 1950, le prix sur place (succursale de l'Island Trading Company) a été augmenté de 10 dollars par tonne et s'établit maintenant à 90 dollars par tonne pour la première qualité, à 80 dollars par tonne pour la deuxième qualité et à 70 dollars par tonne pour la troisième qualité.

L'Island Trading Company a prévu une réserve pour la création d'un fonds de stabilisation du copra ; l'Autorité chargée de l'administration étudie en ce moment les mesures qui permettraient d'augmenter ce fonds et de l'utiliser de la meilleure façon possible.

3. Le Conseil de tutelle invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à rechercher de nouveau s'il est possible et pratique de développer, avec son appui, une industrie proprement autochtone de la pêche, avant d'autoriser les sociétés de pêche étrangères à exploiter les ressources du Territoire. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration poursuit ses efforts en vue de développer les pêcheries en tant qu'industrie autochtone. Jusqu'à présent, aucun permis n'a été accordé à des sociétés de pêche étrangères.

4. Le Conseil de tutelle recommande à l'Autorité chargée de l'administration de faire en sorte que le régime fiscal du Territoire sous tutelle soit l'objet de constantes revisions visant à abolir éventuellement la capitation et à la remplacer par un régime d'impôt plus progressif fondé sur la capacité individuelle de paiement. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration procède actuellement à un nouvel examen du régime fiscal ; elle estime toutefois qu'il serait prématuré de vouloir abolir dès à présent l'impôt de capitation. L'Autorité chargée de l'administration considère que, pour le moment, et sans doute pendant un certain temps encore cette forme d'impôt donne toute satisfaction et qu'elle répond à la situation culturelle, économique et politique du Territoire sous tutelle.

5. Constatant avec inquiétude que, malgré la recommandation faite en 1946 par l'United States Commercial Company tendant à ce que toute la production de phosphates extraite des mines d'Anguar fût conservée le plus tôt possible dans le Territoire en vue de son utilisation éventuelle sur place, des accords pour l'exportation au Japon de toute la production de phosphates sont toujours en vigueur, et notant qu'à l'exception d'une redevance de 25 cents par tonne, le Territoire sous tutelle ne retire aucun profit de l'extraction des phosphates, même pas sous sa forme de taxe de transformation, le Conseil de tutelle recommande à l'Autorité chargée de l'administration de reviser ces dispositions et, après avoir fait cette revision, de rassurer le Conseil en lui montrant que les intérêts du Territoire et de ses habitants ont été sauvegardés. (Recommandation, cinquième session).

Les dispositions de l'accord relatif aux mines de phosphates, que l'Autorité chargée de l'administration avait commencé à revoir plus d'un an avant que le Conseil de tutelle ne formulât sa recommandation à ce sujet, font actuellement l'objet d'une revision complète qui s'inspire de l'accord auquel ont abouti les organes de l'Autorité chargée de l'administration, le Commandant suprême des Puissances alliées et les habitants d'Anguar. Ce nouvel accord a été approuvé

par tous les intéressés, sous réserve de l'exécution d'un accord complémentaire entre le Haut commissaire et les habitants d'Anguar. Le nouvel accord prévoit un droit d'enlèvement de 2 dollars la tonne qui sera versé à une caisse de dépôt, administrée par le Haut commissaire au profit de la population d'Anguar ; en outre une taxe de transformation, de 15 pour 100 ad valorem du phosphate enlevé, sera versée au Trésor du Territoire sous tutelle.

4. PROGRES SOCIAL

A. Aperçu général de la situation

Organisation sociale

Dans la plus grande partie du Territoire, le type caractéristique de centre de peuplement est le hameau, constitué par des maisons ou des fermes étroitement groupées dont les habitants sont unis par des liens de parenté ou des relations de voisinage. Il peut arriver qu'un certain nombre de hameaux dispersés soient réunis par des liens traditionnels analogues à ceux d'une communauté de village, et les centres de peuplement plus importants et plus diversifiés sont groupés en organisations qui s'étendent à un atoll entier ou à une partie importante d'une île. Dans le cadre de cette vie collective existe un réseau complexe de relations individuelles ou collectives qui respectent les distinctions fondées sur l'âge et l'ancienneté, la famille, le clan, ou certains droits acquis.

Dans le domaine social, la politique de l'Autorité chargée de l'administration est de réduire au minimum toute immixtion dans les coutumes locales et de préserver et développer les cultures existantes.

La majorité des habitants se réclament de quelque forme de christianisme, et il ne subsiste que des vestiges de croyances locales antérieures à l'introduction du christianisme.

Droits de l'homme et libertés fondamentales

La Charte des droits de l'homme du Territoire sous tutelle, promulguée par le Haut commissaire en avril 1948, garantit à tous les éléments de la population : 1) la liberté de conscience, de parole, de la presse, de réunion, de culte, d'enseignement religieux et de pétition ; 2) le rejet de l'esclavage et de toute servitude imposée par la contrainte ; 3) la protection contre toute perquisition ou saisie non justifiée ; 4) le respect de la vie, de la liberté et des biens dans le cadre de la loi ; 5) l'interdiction de toute législation rétroactive ; 6) de toute caution ou amende excessives et de châtiments indûment sévères ; 7) l'abolition de toute discrimination de race, de sexe, de langue ou de religion ;

8) la liberté des migrations et des déplacements ; 9) l'enseignement public accessible à tous.

Condition de la femme

Dans la plus grande partie du Territoire sous tutelle, les femmes ne prennent pas une part active au gouvernement local. L'Autorité chargée de l'administration a encouragé les femmes à s'intéresser aux méthodes de gouvernement et on considère l'élection récente de deux femmes autochtones au Congrès de Palau comme l'indice d'un désir plus grand chez les femmes de participer à la conduite des affaires locales.

La Charte des droits prescrit les discriminations fondées sur le sexe et les femmes jouissent de droits égaux en matière de vote et d'enseignement et reçoivent un salaire égal pour un travail égal. Bien que la coutume locale interdise aux femmes de prendre part à certaines activités, l'administration n'admet pas qu'aucune profession leur soit fermée, ou qu'une restriction d'ordre juridique s'oppose à l'emploi des femmes en raison de leur sexe.

Accroissement de la population

Au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport, on a constaté une légère augmentation de l'excédent net des naissances sur les décès. Il est probable qu'il y a lieu d'attribuer cette augmentation à l'amélioration des soins médicaux et au fait que la population ne souffre plus de sous-alimentation comme c'était le cas pendant la guerre. Jusqu'ici, cette tendance à l'augmentation ne s'est traduite par aucun effet d'ordre social ou économique.

Situation et réglementation du travail

Les problèmes de main-d'œuvre qui se posent dans les sociétés industrielles modernes sont inconnus dans le Territoire. La population autochtone consacre surtout son temps à l'agriculture familiale et à la pêche. Le nombre des personnes qui exercent un métier rétribué atteint à peine 3.000. La législation du travail est donc limitée et générale, et l'administration étant elle-même l'employeur le plus important, il a été possible uniquement à l'aide de mesures administratives, de réglementer de façon satisfaisante les relations de travail. La Division des questions économiques du Haut commissariat est compétente en matière de main-d'œuvre, de salaires et de questions connexes et, dans un grand nombre de centres d'administration civile, l'un des fonctionnaires est chargé des questions de main-d'œuvre.

Sauf en ce qui concerne les personnes condamnées par les tribunaux, tout le travail est libre. Les syndicats, bien qu'ils ne soient pas interdits, n'existent pas. L'on constate que la population se rend compte du facteur "offre et demande" en matière de main-d'oeuvre, car on a signalé sur l'atoll de Truk, au cours de l'année écoulée, un cas de négociation collective.

Santé publique

On a enregistré une diminution sensible de l'incidence des maladies fréquentes dans le Territoire. Les cas de pian aigu, qu'on considérait à l'origine comme frappant 90 pour 100 de la population, ont été réduits à tel point qu'il est rare de voir maintenant une lésion ouverte et que moins de un pour cent des malades qui se présentent pour se faire soigner en sont atteints.

Des dispensaires, qui, en fait, jouent le rôle de petits hôpitaux, ont été créés dans chaque centre d'administration civile. On a créé en d'autres lieux, trois dispensaires secondaires, qui peuvent recevoir des malades hospitalisés et 87 dispensaires secondaires pour malades non hospitalisés. Des auxiliaires sanitaires, formés dans ces dispensaires, par le personnel médical de l'administration, sont stationnés dans les îles environnantes. Ils reçoivent à intervalles de quelques mois la visite de médecins et de dentistes ; les malades dont le cas exige l'hospitalisation sont transférés dans un dispensaire.

L'expérience la plus remarquable qui ait été réalisée dans le domaine de la santé publique se traduit peut-être par le fait que l'administration a équipé un navire sanitaire, spécialement aménagé en clinique et en laboratoire flottants, doté de l'équipement le plus moderne et disposant d'un personnel de médecins, de dentistes et de spécialistes. Ce navire, le U.S.S. Whidbey se rend d'une île à l'autre pour les visites médicales, les examens radiographiques et les analyses sérologiques et autres, grâce auxquels on établit des dossiers médicaux pour la presque totalité de la population du Territoire. Trente-cinq pour cent environ de la population du Territoire a déjà été examinée. On estime qu'il faudra encore un an pour achever cette enquête détaillée. Bien que les statistiques établies jusqu'ici par l'équipe qui procède à l'enquête médicale à bord du Whidbey indiquent que le nombre des cas de tuberculose pulmonaire n'est pas aussi important qu'on l'avait craint, la tuberculose constitue encore un grave problème. L'administration y porte tous ses efforts et a créé, dans chaque

dispensaire de district une salle réservée aux tuberculeux. L'élaboration de plans à long terme pour la création d'un sanatorium pour le Territoire sera faite lorsque l'enquête générale sera terminée.

Les crédits autorisés pour l'amélioration de la léproserie de Tinian atteignent 100.000 dollars et un médecin spécialiste du traitement de la lèpre a été nommé.

En 1949, le corps médical du Territoire, à l'exclusion des autochtones, comprenait 90 personnes. Les services médicaux du Territoire employaient 284 Micronésiens. Au cours de l'année, le premier "médecin assistant" autochtone a été diplômé à l'Ecole des médecins assistants de Guam. Ce médecin assistant et quatre diplômés de l'Ecole d'infirmiers sont retournés dans leurs centres médicaux respectifs pour y poursuivre leur formation pratique.

Logement

En matière de logement, le problème le plus important a été de remplacer les foyers détruits par la guerre et de fournir un logement satisfaisant à tous les habitants des îles. Le remplacement des huttes en chaume dans les régions des îles les plus peuplées par des habitations à charpentes et recouvertes de tôle ondulée constituées sur le modèle des petites habitations de type occidental, a été retardé par le manque de matériaux.

Travaux publics

Au cours des exercices financiers 1948 et 1949, un crédit de 1.320.100 dollars a été affecté à l'exécution de certains projets de travaux publics dans le Territoire sous tutelle. Pratiquement, tous ces projets sont terminés et comprennent des aménagements pour faciliter la navigation (construction de quais et de jetées, dragage et dynamitage des récifs pour livrer passage aux navires); routes, digues et ponts; remise à neuf et reconstruction de bâtiments pour servir de dispensaires et d'écoles; réparation ou construction des services d'adduction d'eau, d'énergie et des installations sanitaires; construction de stations radiophoniques et de bâtiments publics.

Approvisionnement en denrées alimentaires

L'exécution d'un vaste programme ayant pour objet de sauvegarder et de développer les réserves de fruits et de noix de coco est en cours et sera

poursuivie. Les principales denrées alimentaires consommées dans l'île sont le poisson, le taro, le riz, les bananes, les papayes, les noix de coco, les mangues et les poulets ; cette alimentation est complétée par des vivres "de réserve". L'Island Trading Company vend du lait et des bonbons en boîte, de la farine, du saindoux, du sucre etc. à des prix raisonnables. On s'efforce d'assurer la distribution de jus d'orange et de lait en poudre aux enfants des écoles.

Organisation pénale

Il n'existe pratiquement pas de criminels endurcis et on n'a pas jugé nécessaire de procéder à un classement des prisonniers. Très peu de femmes ont été emprisonnées et le nombre des jeunes délinquants dans le Territoire ne pose pas de problème grave. On a construit à Saïpan une prison nouvelle et les installations qui existent dans d'autres prisons ont été améliorées.

B. Mise en oeuvre, par l'Autorité chargée de l'administration, des recommandations du Conseil de tutelle.

Le Conseil de tutelle, prenant acte du fait que le niveau de vie des autochtones est encore inférieur à celui d'avant-guerre, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures qu'elle jugera pratiques pour relever le niveau de vie. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration poursuit ses efforts pour diversifier et améliorer l'économie de l'île afin d'élever le niveau de vie autant que le permettent les ressources du pays et l'administration par les autochtones. Ceci se fait en partie par l'intermédiaire de l'Island Trading Company, comme il a été indiqué ci-dessus, à la section 3 B, à propos de la mise en oeuvre de la recommandation 1.

Le niveau de vie varie considérablement d'une partie à l'autre du Territoire. La comparaison de certains aspects des conditions de vie avec celles qui existaient avant la Deuxième guerre mondiale montre également des variations sensibles. On considère que la situation dans le domaine de l'éducation et de la santé publique, dans la mesure où elle affecte le niveau de vie, est généralement meilleure qu'avant la guerre, et que d'autre part le niveau de vie général des îles éloignées des centres japonais d'activité économique est au moins égal à celui d'avant-guerre. Cependant, dans les groupes qui étaient proches des centres japonais, les aspects purement économiques du niveau de vie,

qui dépendent directement d'une économie fondée sur la monnaie, apparaissent encore quelque peu inférieurs au niveau d'avant-guerre. L'Autorité chargée de l'administration fait tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer cette situation sans permettre l'intervention d'intérêts extérieurs qui pourraient tendre à exploiter les habitants autochtones. Si, d'une part, il y avait dans ces localités sous le régime japonais, de plus grandes possibilités de trouver du travail salarié et de vendre les produits locaux périssables, il faut, d'autre part, faire entrer en balance les nombreuses libertés dont jouissent les habitants et le fait qu'il n'existe plus, comme autrefois, un grand nombre de non-autochtones utilisant une partie considérable des ressources locales.

5. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

A. Généralités

Ecoles publiques

On peut dire que presque tous les enfants d'âge scolaire vont actuellement à l'école primaire sauf dans quelques localités éloignées des centres. Sur un programme s'étendant sur six années, les écoles primaires ont créé des classes à peu près jusqu'à la quatrième année et, dans certains cas, jusqu'à la sixième année.

Dans chaque centre d'administration civile, et également à Yap, les enfants disposent également d'un enseignement primaire supérieur. Afin de satisfaire le besoin toujours grandissant d'autochtones qualifiés du point de vue professionnel et technique, on a créé à Guam l'Ecole de médecins assistants, l'Ecole de dentistes assistants et l'Ecole d'infirmières, et à Truk l'Ecole normale des îles du Pacifique. Cette école normale élargit actuellement le champ de son activité et pourra servir à la formation de personnes ne se destinant pas à l'enseignement.

Au 31 mars 1949, le nombre total d'élèves dans l'enseignement public du Territoire sous tutelle (non compris les écoles supérieures professionnelles) était de 7.689. Ces élèves fréquentaient 127 écoles primaires ayant un personnel de 223 instituteurs et six écoles primaires supérieures avec un personnel de 29 professeurs. Les élèves se répartissent également entre garçons et filles.

Ecoles des missions

En plus des écoles publiques, il y avait 15 écoles primaires de missions avec un total de 1.123 élèves et 56 instituteurs, au 31 mars 1949. L'Autorité chargée de l'administration a pour politique d'aider les écoles des missions sous forme de dons de livres et de fournitures scolaires, sous la seule réserve que ces écoles maintiennent un niveau d'enseignement équivalent à celui des écoles publiques.

Analphabétisme

La lutte contre l'analphabétisme se fait par un système d'enseignement général pour tous les enfants du Territoire et par l'instruction post-scolaire pour les adultes qui désirent parfaire leur instruction. On ne connaît pas le pourcentage d'analphabètes dans le Territoire.

B. Mise en oeuvre, par l'Autorité chargée de l'administration,
des recommandations du Conseil de tutelle

1. Le Conseil de tutelle félicite l'Autorité chargée de l'administration des heureux résultats qu'elle a obtenus dans le domaine de l'enseignement, mais il lui recommande d'étudier la possibilité de créer des établissements d'enseignement secondaire dans le Territoire afin de répondre aux besoins nouveaux de sa population. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration a examiné avec attention la question de la création d'écoles secondaires dans le Territoire sous tutelle et elle a élargi le programme de l'enseignement donné à l'École normale des îles du Pacifique à Truk. En septembre 1949, on a ajouté à l'école normale, une école des communications où seront entraînés des opérateurs de radio autochtones. Les travaux pour l'addition d'une école d'éducation générale, prévue pour septembre 1950, sont actuellement en cours d'exécution.

A partir de cet automne, on se propose de donner des cours sanctionnés par des diplômes dans les matières suivantes : administration, agriculture, commerce, lettres, en plus des cours déjà organisés pour l'enseignement et les communications. On espère que ce nouveau programme élargi répondra aux besoins de l'enseignement secondaire.

2. Le Conseil de tutelle prend note de ce que l'Autorité chargée de l'administration envoie à Hawaii et aux Etats-Unis, pour y faire des études supérieures, des étudiants autochtones qui promettent et l'invite instamment à continuer cette pratique. (Recommandation, cinquième session).

L'Autorité chargée de l'administration continue à envoyer à Hawaii et aux Etats-Unis, pour y faire des études supérieures, un certain nombre d'étudiants autochtones qui promettent. Cinq étudiants du Territoire sous tutelle poursuivent actuellement leur éducation aux Philippines. Un jeune homme de Yap se rend à l'Université de Yale où il aidera un professeur de langues à créer un système uniforme d'écriture pour la langue de Yap.

DEUXIEME PARTIE

Conclusions et recommandations approuvées par le Conseilde tutelle

1. GENERALITES

Le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration des progrès importants qu'elle a accomplis dans tous les domaines, au cours de l'année considérée; à son avis, ces progrès sont remarquables, surtout si l'on considère que le Territoire se compose d'îles dispersées et qu'il n'a été sous administration des Etats-Unis que pendant un temps relativement court.

2. PROGRES POLITIQUE

a) Application des conventions et traités internationaux

Le Conseil prend acte du fait que l'Autorité chargée de l'administration procède à une étude sur l'application au Territoire sous tutelle des traités, conventions et accords internationaux, notamment des conventions et des recommandations de l'Organisation internationale du Travail et exprime l'espoir que les résultats de cette étude lui seront bientôt communiqués.

b) Statut du Territoire et de ses habitants

Le Conseil prend acte du fait que l'on procède à de nouvelles études en vue de doter le Territoire d'un système de lois organiques, définissant notamment le statut légal des habitants; il exprime l'espoir que ces lois seront bientôt promulguées.

c) Siège du Gouvernement

Le Conseil prend acte avec satisfaction de la création d'une mission permanente du Gouvernement à Truk et invite l'Autorité chargée de l'administration à continuer à étudier la possibilité de placer le siège du Gouvernement à un endroit situé à l'intérieur du Territoire lui-même, conformément à la recommandation adoptée par le Conseil pendant sa cinquième session.

d) Organes territoriaux, régionaux et locaux

Le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration d'établir progressivement des organes régionaux et locaux autonomes et lui recommande de poursuivre les programmes à long terme qu'elle a entrepris en vue de la création

d'un organe législatif pour l'ensemble du Territoire et de continuer à donner une forme plus démocratique aux municipalités.

3. PROGRES ECONOMIQUE

a) Développement d'une économie variée

Le Conseil, prenant acte des mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration pour favoriser les entreprises de pêche et de navigation par les autochtones, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre ses efforts en vue de diversifier l'économie du Territoire.

b) Capitation

Le Conseil, prenant acte des explications données par l'Autorité chargée de l'administration sur l'opportunité d'utiliser actuellement la capitation ainsi que des assurances données par l'Autorité qu'elle se rend compte de la nécessité d'adopter, le plus tôt possible, des impôts fondés sur la capacité de paiement, recommande à nouveau à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier la possibilité, dans l'avenir, d'abolir la capitation pour la remplacer par un système d'impôts plus évolué.

c) Tributs traditionnels aux chefs indigènes

Le Conseil, prenant acte de l'existence de systèmes de tributs (redevances en espèces ou en nature) aux chefs indigènes exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendra toutes les mesures possibles afin d'assurer que l'on n'abuse pas de cette coutume.

4. PROGRES SOCIAL

a) Condition de la femme

Le Conseil, prenant acte avec satisfaction de l'élection de deux femmes au Congrès de Palao, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration encouragera les femmes du Territoire à participer de plus en plus à la discussion et à la direction des affaires des îles.

b) Santé publique

Le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration des grands progrès

qu'elle a réalisés dans le domaine de la santé publique et reconnaît l'intérêt considérable des données statistiques que fournira l'enquête médicale entreprise par l'Autorité chargée de l'administration.

5. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration des résultats obtenus dans le domaine de l'enseignement; il espère que les progrès actuels se poursuivront et recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier la possibilité d'utiliser davantage la radio pour l'éducation des masses.

TROISIEME PARTIE

Observations des membres du Conseil de tutelle, représentant uniquement leurs opinions individuelles

I. PROGRES POLITIQUE

Statut des habitants

Le représentant de la République Dominicaine a fait observer qu'il existe en droit une différence fondamentale entre la notion de "nationalité" et celle de "citoyenneté" et qu'il est donc impropre de qualifier les autochtones du Territoire de "citoyens du Territoire sous tutelle". La délégation de la République Dominicaine a estimé que, dans l'examen du statut des habitants, on devait accorder une attention particulière à la question de nationalité; elle a exprimé sa conviction qu'un jour viendra où la personnalité des habitants du Territoire et celle du Territoire lui-même se manifesteront, donnant ainsi à la population du Territoire le statut politique et juridique qui est nécessaire à la réalisation du dessein essentiel : l'autonomie et l'indépendance.

Organes législatifs territoriaux et régionaux

Le représentant des Philippines a déclaré que sa délégation prenait note avec satisfaction des progrès accomplis par le Congrès de Palau et de la création du Congrès des îles Marshall, et qu'elle était heureuse de constater le développement rapide des conseils régionaux. Il a manifesté son inquiétude devant l'échec subi lorsqu'on a cherché à établir, dans le district de Truk, une structure politique dépassant le cadre purement local; il a répété ses remarques de l'an dernier, selon lesquelles les habitants des Mariannes du Nord devraient posséder un organe législatif régional, investi non seulement de pouvoirs consultatifs mais de réels pouvoirs législatifs, même si au début ces derniers devaient être très réduits.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration estime que l'on accomplirait des progrès plus réguliers et plus heureux si les organismes régionaux recevaient tout d'abord des fonctions consultatives; cela leur permettrait, avant d'avoir à assumer des fonctions législatives, de démontrer s'ils sont capables de fonctionner efficacement. Il a déclaré que son Gouvernement est favorable à l'idée de créer, sans délai injustifié, des organismes régionaux et territoriaux.

Il a fait remarquer, néanmoins, que pour que les habitants d'une région ou d'un territoire puissent s'administrer eux-mêmes, il faut beaucoup plus que la simple mise en place du dispositif administratif à cet effet. Tant que les populations ne seront pas à même de comprendre et d'apprécier les questions qui intéressent l'ensemble d'une région ou du Territoire, l'autonomie de l'administration à un échelon autre que l'échelon municipal ne peut être ni réelle, ni durable.

A l'heure actuelle, les populations des différentes îles sont séparées, dans la plupart des cas, non seulement par des distances considérables, mais par des préjugés et des jalousies locales qui résultent de cet éloignement géographique. Mentionnant les efforts de l'Autorité chargée de l'administration pour favoriser l'évolution des populations vers la capacité de s'administrer elles-mêmes à l'échelon local, le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que son Gouvernement est convaincu que la voie vers l'autonomie du Territoire doit être ouverte par la création de municipalités, qui constituent une base solide pour la création d'organes régionaux et d'un organe territorial de gouvernement.

2. PROGRES ECONOMIQUE

Finances publiques

Le représentant du Royaume-Uni a suggéré que les fonds qui pourraient être obtenus de sources extérieures soient consacrés au financement de plans de développement, et que l'on s'attache, en même temps à augmenter les sources locales de revenus afin que les dépenses ordinaires de l'administration centrale puissent, dans toute la mesure du possible, être couvertes par ces revenus locaux. Bien que le financement des plans de développement soit nécessaire pendant quelque temps encore et que la générosité dont fait preuve l'Autorité chargée de l'administration en fournissant les crédits nécessaires mérite des éloges particuliers, les progrès du Territoire vers l'autonomie économique pourraient, à la longue, être rendus plus difficiles si les dépenses ordinaires de l'administration, qu'il convient de distinguer des dépenses entraînées par l'exécution des plans de développement, continuaient à être couvertes en grande partie par des crédits provenant de sources extérieures au Territoire.

Le représentant de la France considère que la politique de subvention pratiquée par l'Autorité chargée de l'administration vis-à-vis du Territoire est absolument nécessaire. Il remarque toutefois que cette politique de subvention, pas plus que l'intégration du Territoire dans le système économique des Etats-Unis ne permettent d'escompter que le niveau de vie des habitants puisse être élevé d'une façon rapide et importante. Il estime qu'il serait utile que l'Autorité chargée de l'administration fit connaître ses vues à ce sujet.

Le représentant de la Belgique, faisant remarquer que les recettes locales sont minimes, a estimé qu'il sera probablement impossible qu'une population comme celle du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, dispersée dans un grand nombre d'îles sur une immense étendue d'océan, puisse jamais arriver, par ses seules ressources et sans les subventions de l'Autorité chargée de l'administration, à un niveau de vie correspondant à celui qu'exige une population civilisée. Le représentant de la Belgique a fait également remarquer que le Conseil de tutelle devrait recevoir des renseignements plus complets sur la répartition des crédits et des dépenses entre les ressources locales et les subventions accordées par l'Autorité chargée de l'administration.

Le représentant de l'Argentine a estimé que l'Autorité chargée de l'administration mérite d'être félicitée pour les subventions qu'elle accorde au Territoire sous tutelle, étant donné les fins très utiles auxquelles ces subventions sont destinées.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, reprenant les observations faites par plusieurs représentants en ce qui concerne le danger possible qui pourrait résulter du manque d'équilibre entre les dépenses consenties par l'Autorité chargée de l'administration et les revenus provenant des contributions de la population elle-même, a déclaré que son Gouvernement se rend pleinement compte du danger qu'il y a à rendre la population du Territoire sous tutelle trop dépendante d'une aide extérieure. Il a fait remarquer, toutefois, que le Territoire sous tutelle ne dispose que de très faibles ressources économiques et que la population manque encore de la compétence et de la formation nécessaires pour mettre en valeur de nouvelles sources de revenus. En outre, le Territoire sous tutelle ressent les désastreuses conséquences économiques de la guerre.

Pour toutes ces raisons, il semble nécessaire que l'Autorité chargée de l'administration, qui entend améliorer les conditions d'existence de la population, ainsi qu'elle s'y est engagée aux termes de l'Accord de tutelle, se montre généreuse, tout au moins pour le temps présent, dans l'octroi de l'aide nécessaire pour mettre en oeuvre et financer des programmes de développement politique, économique, social et culturel.

Droits à l'importation

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a reconnu la valeur des renseignements donnés par l'Autorité chargée de l'administration sur les avantages que représente l'abolition des droits à l'importation. Il a insisté, néanmoins, pour que l'Autorité chargée de l'administration revoie cette question très fréquemment afin de s'assurer qu'une mesure de cette nature ne va pas à l'encontre des intérêts de la population autochtone.

Diversité de l'économie

Le représentant de la Chine a déclaré qu'il était frappé par les efforts de l'Autorité chargée de l'administration en vue de diversifier l'économie et de favoriser les intérêts de la population autochtone. Il a également émis l'opinion que le fonds de développement économique de 100.000 dollars, créé par la Island Trading Company, est d'un très grand secours pour les entrepreneurs autochtones. En outre, il a exprimé l'espoir qu'avec le temps, le montant du fonds sera accru afin que ce dernier puisse rendre de plus grands services et atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires.

Contrôles économiques

Le représentant de la Belgique a déclaré que le Conseil devrait être d'accord sur le principe du contrôle gouvernemental des activités économiques; l'administration exerce ce contrôle en accordant ou refusant des autorisations. Le représentant de la Belgique a estimé qu'il devrait exister pour ce contrôle une base légale plus solide que la seule appréciation des fonctionnaires.

Agriculture

Le représentant de la Belgique a pensé que le Conseil voudra sans doute féliciter l'Autorité chargée de l'administration d'avoir créé une station expérimentale à Saïpan.

Copra

Le représentant du Royaume-Uni a estimé que la question du Fonds de stabilisation du copra mérite une attention particulière, ainsi que l'a fait remarquer le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration; le représentant du Royaume-Uni a demandé que les prochains rapports contiennent les résultats de l'étude qui vient d'être entreprise et les conclusions auxquelles pourrait aboutir l'Autorité chargée de l'administration quant aux meilleures méthodes pour traiter ce problème.

Phosphates

Le représentant de la Chine a estimé que les nouvelles dispositions prises pour l'exploitation des phosphates d'Anguar constituent une amélioration considérable par rapport aux dispositions primitives, et que les intérêts de la population autochtone sont mieux sauvegardés.

3. PROGRES SOCIAL

Conditions d'existence

Le représentant des Philippines a suggéré qu'il serait sans doute possible d'entreprendre une étude sur les conditions d'existence dans le Territoire.

Le représentant de l'Argentine a souligné l'importance qu'il y a à améliorer les conditions d'existence de la population du Territoire.

Santé publique

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera à suivre de près la question des honoraires pour services médicaux, afin que toute personne ayant besoin de soins médicaux n'hésite pas à se soumettre à un traitement.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait remarquer, à la suite des observations du représentant de la Nouvelle-Zélande, que le système qui prévoit des honoraires très modiques ne s'applique qu'aux services qui ne relèvent pas du large programme d'hygiène publique gratuite; des dispositions particulières ont été prises en faveur des habitants incapables de payer les frais entraînés par les soins médicaux non gratuits.

Législation sociale

Le représentant de la Belgique a estimé que la pratique actuelle de recrutement des travailleurs comporte un aspect arbitraire; il a suggéré que l'on cesse de s'en remettre à la discrétion des fonctionnaires et que l'on adopte une législation prescrivant les conditions dans lesquelles le recrutement peut avoir lieu ou non.

Le représentant de la Chine a regretté qu'aucune législation n'ait été adoptée jusqu'au présent en ce qui concerne le service social et qu'aucune étude n'ait été entreprise en matière de sécurité sociale; il a suggéré que le Conseil de tutelle insiste auprès de l'Autorité chargée de l'administration en vue d'un examen rapide de ces questions.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son Gouvernement se rend parfaitement compte de la réelle importance des questions de sécurité sociale et de services sociaux. Il a fait remarquer qu'il serait prématuré d'élaborer des lois ou des règlements formels en la matière, étant donné que la vie industrielle du Territoire est fort peu développée.

Recours aux anthropologues

Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'employer, à temps complet, dans le Territoire sous tutelle des anthropologues qui ont fait d'utiles travaux, et d'avoir augmenté leur nombre.

4. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Ecoles secondaires

Le représentant des Philippines a estimé que le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité de créer des écoles secondaires dans le Territoire même, en vue notamment de rendre les élèves aptes à suivre les cours d'enseignement professionnel ou de niveau universitaire. Il a suggéré qu'on pourrait peut-être envisager de donner des cours d'enseignement secondaire dans les écoles pour les assistants médicaux et autres techniciens, comme cela a été le cas dans l'Ecole normale d'instituteurs de Truk (Pacific Islands Teacher Training School).

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a rappelé au Conseil qu'un nouveau programme, d'une portée plus vaste, sera mis en vigueur en automne 1950 à l'Ecole normale d'instituteurs de Truk. Ce programme comportera des cours permettant l'obtention de diplômes d'administration, d'agriculture, de commerce et de lettres, ceci en plus des matières qui sont actuellement enseignées. Le représentant des Etats-Unis a estimé que ce programme répondra aux besoins actuels d'enseignement secondaire général.

Le représentant de la Belgique a exprimé sa satisfaction devant le fait que l'Ecole normale d'instituteurs a été transférée de Guam à Truk.

Fréquentation scolaire

Le représentant de la Belgique a noté que le nombre total des écoliers représente environ 16 pour 100 de la population totale, ce qui semble indiquer que l'instruction est donnée à la quasi-totalité des enfants. Il a suggéré que le Conseil devrait noter avec satisfaction l'équilibre presque parfait entre le nombre des garçons et le nombre des filles qui fréquentent les écoles.

Analphabétisme

Le représentant de la République Dominicaine a constaté que le rapport ne contient aucun renseignement sur le degré d'analphabétisme dans le Territoire.

5. QUESTIONS DIVERSES

Forme du rapport

Le représentant des Philippines a marqué combien il appréciait la clarté et le caractère complet du rapport annuel.

Le représentant du Royaume-Uni et le représentant de l'Argentine ont demandé si l'Autorité chargée de l'administration ne pourrait pas envisager la possibilité d'imprimer les futurs rapports en caractère plus gros.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait remarquer que dans la rédaction du rapport l'Autorité chargée de l'administration s'en est strictement tenue aux questions figurant dans le questionnaire provisoire; le résultat en est qu'on éprouve certaines difficultés à trouver tous les renseignements sur un problème donné, car ils ne se trouvent pas toujours dans une seule

partie du rapport. Le représentant de la Nouvelle-Zélande espère que l'Autorité chargée de l'administration pourra envisager la possibilité de réviser la forme de son rapport.

III. PETITIONS

Le Conseil de tutelle n'a examiné aucune pétition concernant le Territoire sous tutelle au cours de ses sixième et septième sessions.

IV. MISSION DE VISITE

Au cours de sa cinquième session, le Conseil avait désigné une mission de visite composée de Sir Alan Burns (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Président, de M. T.K. Chang (Chine), de M. Jacques Tallec (France) et de M. Victorio D. Carpio (Philippines) et l'avait chargée de visiter le Territoire.

Dans sa résolution du 31 janvier 1950,⁵⁾ adoptée à Genève au cours de sa sixième session, le Conseil a décidé que la Mission de visite se rendrait dans le Territoire conformément aux dispositions des articles 84, 89, 94, 96 et 98 du règlement intérieur du Conseil de tutelle. La Mission de visite était chargée de faire une enquête et de présenter un rapport aussi précis que possible sur les mesures prises dans le Territoire pour atteindre les fins énoncées à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte, en tenant compte de la résolution 321 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 15 novembre 1948; d'accorder son attention, dans la mesure où il pouvait sembler opportun de le faire à la lumière des discussions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale et des résolutions adoptées par l'un et par l'autre, aux questions traitées dans les rapports annuels sur l'administration du Territoire; d'accepter ou de recevoir les pétitions et, sans préjudice des mesures à prendre par elle conformément aux articles 84 et 89 du règlement intérieur d'examiner sur place, après consultation avec le représentant local de l'Autorité chargée de l'administration toutes les pétitions ayant trait à des situations qu'elle considérerait comme suffisamment importantes pour justifier une étude particulière. Le Conseil invitait la Mission de visite à lui présenter le plus tôt possible un rapport sur les renseignements qu'elle aurait obtenus et à y joindre les commentaires et les conclusions qu'elle pourrait désirer présenter.

Au cours de sa septième session le Conseil n'a pas reçu le rapport de la Mission de visite.

5) T/458.

